

EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**
Premier secrétaire fédéral

Du Breizh storming au projet breton

Dans la perspective des élections régionales de mars 2010, nous avons initié un Breizh storming depuis octobre. Cette démarche a fait ses preuves : 250 à 300 personnes à chaque forum, présence nombreuse d'acteurs bretons (chefs d'entreprise, responsables syndicaux et associatifs, experts...), débats constructifs (qui continuent notamment sur le net) et production d'idées nouvelles.

Cette méthode de concertation, ouverte et exigeante, contraste avec l'attitude de la Préfète Malgorn. Après sa désignation par le Président de la République, nous sentons bien qu'elle n'a pas (ou très peu) l'intention d'associer les Bretons à la définition de son projet. Elle "sait" par nature, au point d'apparaître déjà, pour beaucoup (y compris à l'UMP), comme une "donneuse de leçons".

Plus grave encore, elle est la candidate de la "recentralisation" engagée par l'Élysée. Elle aspire à présider la Bretagne au moment, paradoxalement, où le processus de décentralisation est clairement remis en cause par la majorité présidentielle. En réalité, elle vient mettre les Bretons au pas. Sans doute, aussi, une manière d'avouer qu'elle est intéressée par les élections législatives et/ou municipales dans le Finistère (Morlaix, Brest ?).

Durant cette campagne, nous redirons, pour notre part, combien nous croyons à la régionalisation en France et dans le monde. Depuis 20 ans, l'affirmation du fait régional est synonyme de développement, d'innovation, de créativité, de réactivité et de bien être ensemble. Les mutations économiques, sociales et culturelles sont frappantes dans plusieurs régions : Pays de Galles, Pays Basque, régions suédoises, italiennes, allemandes...

Notre Président de Région ira la semaine prochaine au Sommet de Copenhague sur le climat. Il représentera, notamment, le réseau NR4SD, qui fédère près de 300 régions de toute la planète. L'ONU est d'ailleurs claire et lucide sur ce dossier : 50 à 80% des dispositifs de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre seront mis en œuvre par les régions et les collectivités.

Notre conception de la Bretagne est, en cela, une conception du monde : garantir les besoins vitaux aux populations (alimentation, eau, santé), construire un nouveau type de développement (croissance verte), considérer l'éducation et la culture (dont l'histoire / géographie) comme les piliers d'une société, concilier démographie et équilibre des territoires (maîtrise du foncier) et réaffirmer la légitimité de l'action publique (donc des élus).

Notre projet breton sera proposé aux militants socialistes le 16 janvier à Pontivy lors d'un rassemblement du Breizh et à l'ensemble des Bretons le 30 janvier à Rennes. Nous comptons beaucoup sur l'engagement de chacun(e) durant les semaines et les mois à venir. Nos valeurs de progrès, d'égalité et d'humanisme sont plus que jamais d'actualité ; à nous d'en convaincre les citoyens.

Pour terminer, je vous souhaite bien sûr d'excellentes fêtes de fin d'année et beaucoup de bonheur avec vos proches...

Bretagne pour tous Vers le projet régional

Lancés en Ille-et-Vilaine au mois d'octobre, les 4 forums du Breizh Storming se sont achevés par ceux de Concarneau le 28 novembre et de Vannes le 5 décembre. Le Rappel revient cette semaine sur les propositions qui se sont dégagées de ces deux derniers rassemblements. Il est possible de prolonger le débat et de formuler des propositions sur le site www.forumbretagnepourtous.net. Le forum de synthèse, qui sera également le moment de lancement de la campagne et de présentation du projet, aura lieu le 30 janvier à Rennes.



Près de 300 personnes étaient réunies au Palais des Arts de Vannes pour le forum du 5 décembre sur le thème "Une Bretagne vivante tous". Après les travaux en atelier le matin, les rapporteurs, David Veillard sur la santé, Nicolas Le Quintrec sur le logement, Charles-Edouard Fichet sur la culture et Chafik Hbila ont restitué les propositions formulées (synthèses disponibles sur www.forumbretagnepourtous.net).

Jean-Yves Le Drian est ensuite intervenu à la tribune, abordant en préambule la candidature "de la Préfète Malgorn, candidate désignée, imposée par Nicolas Sarkozy pour mettre la Bretagne au pas. (...) Alors qu'elle incarne le passé et des pratiques d'un autre âge, nous devons incarner la Bretagne rassemblée, la Bretagne du progrès". Il a ainsi appelé de ses vœux un vrai débat régional qu'il a souhaité engager en répondant aux attaques de Bernadette Malgom pour défendre le bon bilan, en particulier dans le domaine de l'apprentissage et

de la formation professionnelle, le maintien des lycées, etc.

Le président de la Région a ensuite abordé les quatre thèmes discutés, qui, a-t-il précisé, ne font pas partie des compétences obligatoires de la Région. Cela soulève d'ailleurs des questions en terme de moyens financiers et de fiscalité, dans la perspective de la réforme territoriale, qui interdirait en outre aux Régions d'intervenir sur ces domaines.

Sur les questions de santé, le rôle politique de la Région est central car nous n'avons pas les moyens financiers de co-gérer les politiques de santé en Bretagne. Ainsi, face aux enjeux particuliers de notre région (vieillesse, santé au travail, démographie médicale...), nous devons développer une fonction stratégique, au sein de l'ARS (Agence Régionale de Santé), comme à l'extérieur, comme il a été fait pour l'hôpital de Carhaix.

Parmi les propositions évoquées, il faut aussi noter :
- le soutien à la mise en place de **Maisons de Santé** sur la base de projets pluridisciplinaires et pas simplement immobiliers,

- insister sur la **formation** des métiers paramédicaux, désormais de la compétence de la Région (ex. des aides soignantes dont la formation a été rendue gratuite).

Jean-Yves Le Drian a aussi proposé, dans le grand chantier du numérique du futur mandat, de favoriser le développement de la **télé-médecine**. Enfin, il a souhaité que la Région s'implique dans le **rapprochement des établissements hospitaliers bretons**, dans une logique de mutualisation.

Sur les politiques en faveur des jeunes, il faut insister sur deux sujets majeurs :

- sur la question de l'accès au logement, "**un jeune, un toit**" doit être le maître-mot, en permettant, par l'information, la mutualisation des moyens, voire l'aide à la construction, l'émergence d'un réseau permettant de loger tous les jeunes et favoriser leur mobilité dans leurs parcours de formation ou d'accès à l'emploi.

- sur la question de la formation, le principe doit être cette fois "**un jeune, une qualification**". Si on ne peut pas promettre un emploi pour tous, en particulier en cette période de crise (+35% de chômage des jeunes), il est

de la responsabilité de la Région de favoriser l'accès et la qualité des formations, en poursuivant et en intensifiant la politique qui a déjà été menée. (suite page 2)

Plus d'infos sur internet :
www.forumbretagnepourtous.net

La campagne sur Facebook :
Bretagne solidaire, créative et responsable
avec Jean Yves Le Drian

Agenda de la rentrée

Fête du Nouvel An

Samedi 23 Janvier 2009

à partir de 19h00 au Palais des Congrès de Lorient

Voeux de la Fédération - Dîner dansant

Programme et inscription en janvier à l'ensemble des adhérents



Forum de synthèse

et lancement de la campagne régionale

Samedi 30 Janvier 2010

Salle de la Cité à Rennes (Programme et inscription à venir)

Adoption de la liste des candidats socialistes morbihannais

Appelés à voter le jeudi 3 décembre sur la liste des candidats socialistes morbihannais, présentée par le Conseil fédéral, les militants ont adopté à une très grande majorité (94,19 % des votants) la liste des 18 candidats retenus. Le détail des résultats : 470 voix pour et 29 bulletins blancs ou nuls, sur un total de 1247 inscrits.

Création de la Coopol, le réseau social du PS

Le Parti socialiste vient de se doter d'un nouvel outil de débat et d'organisation de la vie militante, appelé **Coopol pour Coopérative politique**. Il a été pensé sur le principe des réseaux sociaux sur internet (type Facebook) mais adapté à la vie militante avec divers outils de collaboration, notamment à l'usage des secrétaires de section et des Fédérations (listes de diffusion, co-production de documents tels que tracts, argumentaires..., envoi de lettres, échanges entre sections et toutes les instances du PS...).

Concrètement, le déploiement de la Coopol a débuté au mois de décembre auprès des Fédés et des secrétaires de section. Ces derniers ont été invités à adresser un message d'invitation à leurs adhérents afin qu'ils valident leur compte.

Après cette phase de déploiement "interne", la Coopol sera ouverte, début 2010, aux sympathisants qui souhaitent venir débattre et travailler avec les socialistes. Différents niveaux de confidentialité garantiront le respect de nos travaux en interne.

A bientôt sur www.lacoopol.fr/

La Fédération recherche des vidéastes amateurs

Dans la perspective de la campagne régionale, la Fédération souhaite s'appuyer sur des vidéastes amateurs pour couvrir les déplacements de Jean-Yves Le Drian et des candidats morbihannais. Si vous avez des compétences de vidéaste et de monteur, et le matériel nécessaire, merci de vous signaler auprès de la Fédération au 02 97 84 84 55.

Fermeture de la Fédération

Les locaux de la Fédération seront fermés quinze jours durant les fêtes, du vendredi 18 décembre au soir, pour réouvrir le lundi 4 janvier.

Véronique et Tugdual, les salariés de la Fédération, vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année.

PROJET REGIONAL

Bretagne pour tous Vers le projet régional (suite de la page 1)



Sur le logement, l'installation récente de l'**Etablissement public foncier** doit permettre d'approfondir une politique du logement, en lien avec l'aménagement du territoire, la qualité environnementale, l'accessibilité. Il faut aussi poursuivre la politique

menée sur la performance énergétique et sur le logement social, notamment par les allègements de charges pour les locataires.

Le sport a aussi été abordé, Jean-Yves Le Drian rappelant que le chèque-sport de 15€, voté au début du mandat, contre l'avis de la droite bretonne, bénéficie aujourd'hui à 28 000 jeunes.

Sur la politique culturelle, le mandat écoulé a permis de développer une politique de soutien qu'il faut poursuivre. La Région devra impulser une grande stratégie de l'**image en Bretagne**, qui permettrait de couvrir l'ensemble du champ culturel. Mais il faut également souligner l'importan-

ce du **soutien aux langues régionales**, breton et gallo, comme support de développement local (formation des enseignants), alimenter les réseaux pour **favoriser les démarches de proximité** (lieux de diffusion, formation...), **s'appuyer sur les nouvelles technologies** pour favoriser le patrimoine vivant, poursuivre le **soutien aux pratiques culturelles amateurs**...

La tête de liste régionale et départementale a conclu son propos sur l'identité bretonne, à la fois créatrice et vecteur du vivre-ensemble qu'il nous faut porter.

Pour poursuivre le débat : www.forumbretagnepourtous.net

Forum du 28 novembre à Concarneau Une Bretagne dynamique pour tous

Après Rennes (*Une Bretagne de la connaissance pour tous*) et Saint-Brieuc (*Une Bretagne durable pour tous*), le **"Breizh storming"** a fait escale à Concarneau, le 28 novembre, pour définir les contours du projet régional sur le thème **"Une Bretagne dynamique pour tous"**. Répartis dans quatre ateliers, élus, militants, citoyens et experts ont confronté leurs points de vue sur l'innovation, l'attractivité des territoires, la qualité des emplois et l'accompagnement des entreprises vers la "glaz* économie".



Jean-Yves Le Drian, Bernard Poignant et Pierre Maille, lors du forum du 28 novembre à Concarneau.

A Concarneau, **200 personnes ont planché sur l'économie, l'emploi, l'innovation, l'attractivité des territoires**, alors que la crise frappe encore durement les salariés "contrairement à ce que veut nous faire croire le gouvernement", a souligné le premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa. **Des représentants des dirigeants d'entreprise**, comme Christian Guyader, président du Medef du Finistère, **des agriculteurs**, avec Jacques Jaouen, président de la Chambre régionale d'agriculture, **ou des universitaires** comme Jean-Marie Filloque, vice-président de l'UBO en charge de la formation continue, ont présenté leurs activités et leurs attentes par rapport au Conseil régional.

Il convient donc de **préparer l'après-crise** et de donner à la Bretagne toutes ses chances. Pour **Jean-Yves Le Drian**, les régions qui parviendront à engager ce tournant seront celles qui maintiendront leur **cohésion territoriale** et qui sauront **s'insérer dans les nouvelles technologies**. Or, la Bretagne, sur ces deux aspects, dispose de nombreux atouts. La cohésion territoriale suppose un équilibre géographique et l'absence

d'hyperville. Or, notre région dispose d'un tissu de villes qu'il convient de préserver.

L'atelier consacré à l'attractivité des territoires, avec **Marylise Lebranchu, Bernard Poignant** et Thierry Seguin, président du conseil de développement du pays de Morlaix, a insisté sur cette notion. "Nous ne devons jamais oublier que la Bretagne est une péninsule", a rappelé le maire de Quimper. Il est important que Brest et Quimper soient à trois heures de Paris en TGV mais il faut aussi insister sur les liaisons internes à la Bretagne". De la même manière, la **question du numérique** doit être prise très au sérieux. "Le XIXe siècle fut celui des gares, le XXe celui des échangeurs routiers, le XXIe sera celui des réseaux numériques".

La cohésion de la Région passe aussi par **des emplois de qualité pour tous**, a rappelé **Pierre Maille**, rapporteur de l'atelier consacré à l'emploi et à la formation. Alors que les parcours professionnels sont de plus en plus hachés, il est nécessaire de construire une **stratégie régionale de la formation**. Sur la qualité des emplois, la Bretagne n'est pas exemplaire en ce qui concerne les maladies professionnelles ou les accidents du travail. Pourtant, les exemples apportés par des chefs d'entreprise montrent que les performances économiques, sociales et environnementales vont de pair. "Pour soutenir ces initiatives positives, la collectivité doit plus s'appuyer sur sa force de conviction que sur la contrainte", a résumé Gilbert Le Bris.

"Les régions qui parviendront à s'insérer dans l'après-crise sont celles qui auront la meilleure capacité à s'insérer dans les nouvelles technologies."

"Notre région est très marquée par l'agriculture et l'agroalimentaire", a rappelé **André Lespagnol**, rapporteur de l'atelier sur l'innovation. "On trouve, dans une commune bretonne sur quatre, une unité de production agroalimentaire", a-t-il rappelé. "Nous ne devons pas avoir peur de dire que nous sommes des producteurs agricoles", a insisté Jean-Yves Le Drian. Il serait en effet paradoxal que la première région agricole d'Europe oublie cette donnée alors que le monde est face à une terrible crise alimentaire. Mais, si notre région doit rester une terre de production de matière première, elle doit aussi **investir dans l'élaboration de produits à haute valeur ajoutée** comme les alicaments, associant nourriture et santé. De la même manière, "nous devons rappeler que la Bretagne est la cinquième région industrielle de France", a insisté Jean-Yves Le Drian qui entend bien conforter ce secteur économique. "**La Breizh riviera n'est pas notre modèle de développement**".

Trois mots résumeront le projet de Jean-Yves Le Drian pour les élections régionales : **solidarité, créativité et responsabilité**. "C'est autour de ce triangle que nous construiront notre stratégie de sortie de crise", a-t-il annoncé.

* "Glaz" en breton désigne à la fois le Bleu et le Vert. Jean-Yves Le Drian a utilisé cette expression pour illustrer les piliers de l'économie bretonne : **maritime agriculture et "croissance verte"**.

FÉDÉRATION

Inauguration du nouveau siège à Lorient Un outil moderne au service de notre idéal

Après quelques mois de travaux et d'aménagement, les nouveaux locaux de la Fédération, situés au 77 boulevard Léon Blum à Lorient, ont été inaugurés le vendredi 4 décembre, en présence des membres du Conseil fédéral, des secrétaires de section et quelques invités...



Avec environ 150 m² de locaux, le nouveau siège de la Fédération représente un bel outil pour les socialistes morbihannais. Comparés aux anciens locaux de la rue Nayel (88 m²), ils ont l'atout de l'espace, la facilité d'accès (notamment depuis l'extérieur de Lorient) et la fonctionnalité : un accueil spacieux, deux grands bureaux, une salle de



réunion pouvant accueillir 25 personnes en tour de table. Ils offrent, en outre, de meilleures conditions de travail à nos salariés, avec du mobilier renouvelé, un coin cuisine et des places de stationnement.

Un peu d'histoire pour mieux se tourner vers l'avenir

L'inauguration des locaux s'est déroulée en présence de membres des instances fédérales et de certains secrétaires de section ayant pu faire le déplacement. Faute de places, il n'a pas été possible de convier l'ensemble des adhérents morbihannais, mais les sections sont invitées à contacter la Fédération pour organiser des moments particuliers de visite.



Pour saluer ce changement, Jean Kerguelen - Directeur délégué du Rappel, a évoqué quelques éléments d'histoire dans le précédent siège... Gwendal Rouillard et Jean-Yves Le Drian ont souhaité quant à eux que cette nouvelle "Maison des socialistes morbihannais" connaisse de nouvelles victoires électorales, à commencer par les élections régionales.



MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Rassemblés, portons la Gauche au sommet !

Le Mouvement des Jeunes socialistes vient de clôturer son neuvième congrès national à Grenoble. Quatre camarades du MJS 56 ont eu le plaisir de se rendre en région Rhône-Alpes afin de participer à ce grand moment de militantisme.

Au cours de ce week-end de congrès, nous nous sommes intéressés à plusieurs sujets de société qui nous tiennent à cœur comme l'éducation, l'émancipation, le féminisme, l'immigration. Les 3 motions proposées se sont intéressées de façon centrale au modèle de développement.

Plusieurs de nos aînés nous ont également rendu visite lors de ce congrès, comme Pierre Moscovici, Marie-Noëlle Lienemann, Olivier Dusocle, et bien entendu notre première secrétaire Martine Aubry qui s'est réjouie de notre implication dans la lutte contre les discriminations en partenariat avec Homosexualité et Socialisme.

Le moment fort de ce congrès a été le renouvellement de l'équipe nationale ainsi que de la présidence. Laurianne Deniaud camarade des Pays-de-la-Loire, originaire de Saint-Nazaire, a été élue présidente des Jeunes Socialistes. Le défi est important : faire grandir notre organisation pour préparer les

échecs de 2010, 2011 et 2012. Notre organisation doit nécessairement évoluer afin que chaque jeune intéressé par la politique puisse trouver un espace d'implication et d'engagement. Le MJS doit donc être l'école de la formation des jeunes militants. Car si les jeunes d'aujourd'hui sont rarement prêts à s'engager dans un parti politique, quel qu'il soit, nous ne pouvons laisser penser que les jeunes ne se sentent pas concernés par les choix politiques pour préparer l'avenir, au contraire ceux-ci sont intéressés par les sujets de société qui les concernent. A ce sujet, j'estime que le meilleur moyen de donner l'envie aux jeunes de s'impliquer dans la vie citoyenne c'est de ne pas se détourner d'eux, de respecter leurs choix, leurs envies pour leur démontrer que eux aussi ont un rôle important à jouer dans notre société. C'est une responsabilité majeure pour notre organisation qui doit rester un mouvement de jeunes,

conscient de la diversité de la jeunesse que nous devons représenter et défendre.

Le MJS doit ensuite s'approprier plusieurs sujets afin de les porter à notre famille politique. Il doit redevenir force de proposition et laboratoire d'idées comme il l'avait été pour le Pacs par exemple.

Cependant cette organisation doit vivre dans l'unité, dans le respect de l'autonomie de notre organisation et de ses adhérents. Cette évolution doit donc se faire dans une démarche collective d'unité.

Si notre démarche doit être collective au sein de notre organisation, nous devons également appliquer une démarche de rassemblement des mouvements de jeunes de Gauche.

Il est de notre devoir de mettre en avant nos idées communes pour changer la société.

Car seule une gauche unie sera victorieuse !

Sébastien Jéhanno

Actualité des sections

Nouveau succès du repas républicain organisé par la section de Mauron

Pour sa deuxième édition, le repas républicain organisé début décembre par la section de Mauron a remporté un nouveau succès, réunissant plus d'une centaine de personnes, adhérents et sympathisants. Le secrétaire de la section s'est déclaré satisfait de cette mobilisation qui devrait être à nouveau rééditée l'an prochain.

Prochain réunion de la Section de Josselin

Jeudi 17 décembre 20h30
(Salle de la Rochette à Josselin)

Nicolas Debéthune, nouveau secrétaire de la section de Belz

Amenée à élire un nouveau secrétaire, la section de Belz a élu, jeudi 3 décembre, à l'unanimité, Nicolas Debéthune, seul candidat déclaré.

Retour sur le Congrès du PSE de Prague, du 7 au 9 décembre 2009

Le Congrès du Parti Socialiste Européen s'est tenu à Prague du 7 au 9 décembre derniers. Les 355 représentants des différents partis socialistes d'Europe étaient rassemblés notamment pour réélire leur président et dégager les nouvelles orientations. Parmi la délégation des 23 représentants pour la France, étaient notamment présents les députés européens Stéphane Le Foll et Harlem Désir, ainsi que la Première secrétaire Martine Aubry. Du côté morbihannais, Guy Toureaux, de la section de Sarzeau, a fait le déplacement. Il invite d'ailleurs tous les militants socialistes à adhérer directement au PSE (cotisation annuelle de 20 €) afin d'être tenu informé de l'actualité européenne... Contact auprès du PSE - 98 rue du Trône - B-1050 Bruxelles ou sur www.pes.org

Seul candidat, le président sortant du PSE, Poul Nyrup Rasmussen, a été réélu pour 5 ans à 99,8%. Il a notamment présenté les objectifs de sa mandature : que les PS nationaux soient mieux coordonnés au sein du PSE et rappelant que "si l'on veut gagner, il faut d'abord être unis !"

Le 6 décembre s'est également tenue à Prague une réunion de la FEPS (Foundation of European Progressive Study - www.feps-europe.eu), le think-tank du PSE. Les travaux ont porté sur les politiques d'éducation et sur la construction de la social-démocratie en Europe.

Agenda du MJS

Assemblée générales de vote organisées dans le cadre du Congrès fédéral :

Samedi 12 décembre à Auray

Jeudi 17 décembre à Lorient

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 11 décembre - Port-Louis
Conseil de Cap l'Orient agglomération

Samedi 12 décembre - Lorient
Les 10 ans de Cap l'Orient

Lundi 14 décembre - Pontivy
Comité régional de campagne

Jeudi 17 décembre - Lorient
Conseil municipal

Actualité

L'éducation populaire en péril

L'assèchement du financement des collectivités par la suppression de la taxe professionnelle et son non recouvrement est vécu comme dramatique par l'ensemble des associations d'éducation populaire, pas seulement pour elles, mais aussi pour la société française dans son ensemble. Des pans entiers de l'éducation populaire se sont déjà effondrés, ce qui aura des conséquences dramatiques sur l'emploi qui ne sont pas encore sensibles au niveau local. Devant cet état de fait bon nombre de collectivités reviennent à la baisse un certain nombre de budgets qui auront des répercussions directes sur le fonctionnement des associations d'éducation populaire et sur le principe même de leur pérennisation.

L'actualité apporte un autre sujet d'inquiétude avec la suppression annoncée de la clause générale de compétence des collectivités territoriales pour les départements et les régions, inscrite dans le projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales. Cette disposition permettrait jusqu'à présent au département, au-delà des ses compétences obligatoires, d'intervenir dans tous les champs de la vie départementale et d'adapter sa politique aux territoires. Cette restriction du champ des compétences du département, doublée d'un assèchement de ses finances, déjà grévées par l'absence de transfert des crédits suffisants de la part de l'Etat dans le cadre de la décentralisation va contribuer à faire disparaître des volets entiers de l'action publique prise en charge aujourd'hui par les collectivités au détriment des territoires les plus pauvres.

Cette évolution voulue par le Président et sa majorité aura des répercussions dramatiques sur la vie sociale et économique des Français.

Jean Droual
Fédération Léo Lagrange

DEMOCRATIE & PROJETS 56

Syndicat départemental de l'eau Les élus de Gauche veulent une solution durable

Les élus de Gauche se sont réunis le 2 décembre à St-Avé pour réfléchir à une position commune sur les évolutions proposées par le syndicat départemental de l'eau.

En effet, les pratiques actuelles, si elles assurent une péréquation entre les syndicats de base, sont fragiles sur le plan juridique : la chambre régionale des comptes des Pays de Loire a en effet souligné que les transferts entre les syndicats excédentaires et les syndicats déficitaires n'ont pas de fondement. Cependant, il n'y a pas eu pour le moment d'action en justice. Cela nous donne le temps de poser sérieusement l'ensemble des problèmes sans nous précipiter à adopter un des scénarios retenus par le SDE suite à l'étude menée par le cabinet KPMG.

Le prix unique de l'eau ?

Le prix unique de l'eau ? Oui sans doute, mais les études montrent que c'est un prix très élevé. Bien sûr, ce prix est en partie la conséquence des investissements énormes qui ont été réalisés tant pour la production, que pour la distribution et pour l'interconnexion des réseaux qui assure la sécurité d'approvisionnement. D'autre part, ce prix unique ne vaut que pour les consommateurs privés, les abonnés ordinaires ; les industriels eux bénéficient de tarifs plus avantageux, ce qui fait dire à certains que ce sont les abonnés individuels qui paient pour eux. La question des tarifs préférentiels pour les gros consommateurs devrait au moins être mise en débat.

Une organisation obsolète

Au niveau local, la situation est très diverse : des communes isolées, des syndicats plus ou moins importants, ceux qui ont un territoire vaste et un grand nombre d'abonnés ont des ressources financières et des services étoffés, d'autres sont de taille si réduite qu'ils n'ont aucun moyen ni aucun pouvoir réel. Ils sont donc tributaires des services de l'Etat ou du SDE pour l'ingénierie. Mais l'Etat va se retirer des ces prestations pourtant nécessaires. D'ailleurs, la réforme territoriale en cours d'élaboration prévoit la réduction des syndicats à vocation unique. Selon

les services du SDE, il faudrait tendre vers des ensembles qui regrouperaient environ 30000 abonnés.

A cela s'ajoute que les deux grandes villes du département se sont tenues à l'écart jusqu'ici de l'organisation départementale. D'autre part, aussi bien du côté de Pontivy, que dans l'agglomération de Lorient, une réflexion s'est engagée pour que les communautés prennent une compétence globale en matière d'eau et d'assainissement... Cela peut conduire à affaiblir l'hypothèse d'une organisation départementale, mais tant à Lorient qu'à Pontivy, on affirme l'attachement à la solidarité, à la péréquation dans son expression la plus visible : le prix unique de l'eau.

Les scénarii du syndicat départemental de l'eau

Face à l'insécurité juridique du système de péréquation, le SDE a fait travailler le cabinet KPMG sur trois scénarios, le statu quo, dont on a vu les insuffisances comme les avantages ne pouvant être maintenu durablement, un scénario du chacun pour soi qui clairement marque la fin de toute péréquation, un scénario dit centralisateur où un structure départementale regroupe toutes les compétences, et un troisième dit des compétences partagées, qui semble avoir la faveur de l'exécutif du SDE.

Le scénario centralisateur imposerait d'étoffer la structure en ingénierie et en administration, un peu sur le modèle (modèle?) du Syndicat Départemental des Energies du Morbihan. L'exemple ne paraît pas attractif ; son principal défaut réside dans le mode de gouvernance : que resterait-il de la proximité du service à laquelle nous sommes tous attachés. Il aurait cependant l'avantage de sécuriser notre système de péréquation.



Quant au scénario des compétences partagées, il faut le décrire plus précisément : le syndicat cumulerait la compétence transport qu'il a déjà et la compétence production, les syndicats de base ne gardant que la responsabilité de la distribution. La péréquation resterait possible

par une facturation différenciée de l'eau produite et transportée aux syndicats de base. Mais ceux-ci garderaient l'entretien et le renouvellement des réseaux de proximité : quand il leur faudra renouveler leurs canalisations ou les étendre, ils n'auront pas d'autre solution que d'impacter la facture de l'abonné... et c'en sera fini du prix unique de l'eau.

Encore bien des interrogations

Si un accord semble se dégager pour refuser l'éclatement du SDE qui a permis l'accès à l'eau potable pour tous les Morbihannais, sécuriser notre approvisionnement, et appuyer le développement du tourisme et de l'agroalimentaire, personne ne semble prêt à entrer dans le jeu des compétences partagées. Quant au scénario centralisateur, il a l'avantage sans doute de l'efficacité technocratique... et l'inconvénient de la technocratie, justement, c'est-à-dire l'impossible contrôle citoyen sur la structure.

D'autre part, le scénario ne prend pas en compte les bassins versants qui pourraient être le cadre d'une réflexion commune et des engagements citoyens de proximité qui impliqueraient tous les acteurs. De plus, rien n'est prévu justement pour la participation de tous les Morbihannais à ce débat. Il ne suffit pas d'inviter les associations de consommateurs à assister aux réunions pour satisfaire cette exigence. On notera que c'est un progrès, mais il en reste d'autres à faire sur un sujet qui doit nous mobiliser tous.

Paul Paboef - Président de DP56

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :
Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur
en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14
■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701
Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :
Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr